Études internationales

The Hillary Doctrine : Sex and American Foreign Policy,
Valerie M. HUDSON et Patricia LEIDL, 2015, New York, Columbia
University Press, 456 p.

Maxime Brunet

Volume 47, numéro 4, décembre 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1042072ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1042072ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brunet, M. (2016). Compte rendu de [*The Hillary Doctrine : Sex and American Foreign Policy*, Valerie M. HUDSON et Patricia LEIDL, 2015, New York, Columbia University Press, 456 p.] *Études internationales*, 47(4), 489–491.
<https://doi.org/10.7202/1042072ar>

difficultés, notamment en politique étrangère. D'autres présidents investis se sont quant à eux caractérisés au début de leur mandat par un démarrage en douceur.

Dans sa conclusion, Armacost explique que la politique étrangère américaine oscille entre des phases d'affirmation (*soaring self-assertion*) et des phases d'effacement (*sober retrenchement*). Malgré tout, si le système électoral américain détermine la personne en charge de définir les intérêts nationaux du pays, ceux-ci sont durables dans le temps, d'où une certaine continuité dans les politiques américaines en dépit des alternances présidentielles.

L'étude menée par Armacost permet donc au lecteur de mieux comprendre le déroulement et les enjeux d'une campagne électorale aux États-Unis, tant pour le président sortant que pour son *challenger*. Cet ouvrage abouti est un véritable décodeur des interactions entre les événements en politique étrangère et les élections présidentielles. Chaque opportunité ou défi est explicité à l'aide d'exemples historiques et parfois même par l'expérience personnelle de l'auteur, qui a occupé différents postes au sein de plusieurs administrations. L'auteur remporte ainsi le pari qu'il s'est lancé car cet ouvrage, parfaitement accessible, s'adresse aux étudiants et aux personnes ayant un minimum de connaissances, tant du système politique américain que de la politique étrangère menée par les États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Si, selon Armacost, « *[the new president] knows that first impression tend to stick* », il pourrait être intéressant de poursuivre l'analyse au regard

de la dernière élection présidentielle et des premières semaines du mandat de Donald Trump.

Chloé DAELMAN

Université catholique de Louvain, Louvain
Belgique

The Hillary Doctrine : Sex and American Foreign Policy

Valerie M. HUDSON et

Patricia LEIDL, 2015, New York,
Columbia University Press, 456 p.

Valerie Hudson, professeure de science politique à l'Université A&M du Texas et Patricia Leidl, journaliste et spécialiste en communication, analysent et évaluent dans cet ouvrage l'attention toute particulière qui a été accordée aux problématiques de genre lors du passage d'Hillary Clinton à la tête du département d'État de 2009 à 2013. À l'aide d'études de cas et d'entrevues, ce livre cherche également à approfondir la prémisse de cette approche qui établit des liens étroits entre les droits des femmes et la sécurité internationale. *The Hillary Doctrine* souscrit ainsi aux principes de la sécurité humaine et apporte de nouveaux arguments à cette idée selon laquelle le bien-être des individus est directement lié à la paix internationale. Les auteures répondent de façon intéressante à la difficulté de proposer des actions efficaces pour l'amélioration de la sécurité des communautés en plaidant pour des politiques ciblées sur les problématiques féminines. Il s'agit ainsi d'une vision féministe qui demeure originale dans le champ de la politique étrangère américaine.

Lorsqu'elle déclare que « les droits des femmes sont des droits

humains», Hillary Clinton électrifie l'auditoire de la Conférence mondiale sur les Femmes à Beijing en 1995. Jalon important de l'édification de son identité politique, ce discours inspirera la « doctrine Hillary » qui considère l'émancipation des femmes non seulement comme une question morale, mais également comme un enjeu fondamental pour l'intérêt national américain. Pour Clinton, les violences qui touchent les femmes à travers le monde constituent un facteur de déstabilisation critique de la sécurité internationale.

S'appuyant sur des études statistiques, Hudson soutient ainsi que le meilleur indicateur permettant de prédire l'instabilité et les conflits intercommunautaires au sein d'un État est le degré de violence qui y est exercé envers les femmes. Cherchant à démontrer un lien de causalité avéré entre ces deux notions, les auteures s'emploient en premier lieu à représenter le milieu familial comme un emplacement privilégié dans l'éducation morale des individus. Dès lors, le foisonnement de la violence domestique favoriserait la banalisation et la multiplication des comportements foncièrement injustes, coercitifs et violents à tous les niveaux de la société. Parallèlement, l'agression des femmes en situation de conflit représente un moyen de fragiliser le tissu social de groupes rivaux. En effet, dans une majorité de sociétés, les rôles qui sont assignés aux femmes à leur naissance sont intimement liés à la stabilité d'une communauté. À ce titre, Hudson et Leidl comprennent les attaques contre l'intégrité physique et morale des femmes comme un exercice systématique et parasitaire de domination

patriarcale. *The Hillary Doctrine* contient d'ailleurs plusieurs études de cas détaillées, notamment le Guatemala, l'Arabie Saoudite et l'Afghanistan, qui servent à présenter les répercussions de ce qui est identifié comme un nationalisme masculin, extrémiste et viril.

Cette emphase mise sur la sécurité et la *realpolitik* est pour la « doctrine Hillary » une façon de faire accepter la défense des droits des femmes comme un enjeu prioritaire pour la politique étrangère américaine. Il est ainsi démontré que Clinton, en bâtissant sur les acquis de cette tradition développée depuis la présidence de son mari, a su instaurer des assises institutionnelles solides à ce niveau. Ce sont toutefois les nombreuses embûches qui guettent cette démarche qui retiennent l'attention des auteures. De nombreux exemples démontrent en effet qu'il est très difficile de faire évoluer les mentalités au sein de l'appareil d'État américain pour que les problématiques de genre ne soient plus considérées comme des enjeux secondaires. Ces difficultés d'adaptation s'expliquent également par l'existence d'une certaine inefficacité organisationnelle ainsi que par l'absence d'un soutien ferme du président Obama. Devant ces soubresauts, les auteures cherchent dans cet ouvrage à redéfinir les actes d'asservissement et de violences envers les femmes comme un enjeu qui mérite une réaction internationale rejoignant l'indignation et l'horreur accordées aux génocides. Par le fait même, c'est un plaidoyer en faveur d'un investissement et d'un dynamisme renouvelé de la part des États-Unis pour la protection et l'émancipation des femmes dans le monde.

Bien que Hudson et Leidl parviennent à dresser un portrait complexe et détaillé des souffrances systémiques qui affectent les femmes à travers le monde, elles présentent en fait peu de preuves empiriques quant au lien causal qui lie ce phénomène à l'insécurité internationale. Il existe certes une corrélation évidente, mais l'analyse qualitative utilisée n'est pas suffisante pour évacuer tout doute concernant le caractère déterminant de cet enjeu par rapport à d'autres. C'est plutôt à travers l'évocation de ces atrocités souvent commises dans l'indifférence que l'interventionnisme musclé prôné par Hillary Clinton trouve ses échos les plus puissants. Cette approche pose toutefois des difficultés importantes puisqu'elle risque d'être associée à de l'impérialisme ou même à un récit fortement critiqué par le féminisme postcolonial, celui qui représente les femmes non occidentales comme ayant besoin d'être

sauvées. Alors que les auteures soutiennent que, finalement, seules les femmes peuvent protéger leurs droits, elles soutiennent également que les États-Unis ont la responsabilité fondamentale de les aider à atteindre cet objectif. On constate avec cette contradiction que cet ouvrage ne parvient pas tout à fait à s'extraire de l'attitude paternaliste américaine. Par ailleurs, associer la sécurité étatique à la sécurité féminine élargit considérablement les critères d'intervention pour l'implication américaine dans le monde. Cet aspect représente le plus grand défi pour la « doctrine Hillary » dans un contexte où ce genre d'approche étendue est souvent perçue aux États-Unis comme inefficace, contre-productive et peu soucieuse des intérêts du pays.

Maxime BRUNET

*Département de science politique
Université du Québec à Montréal, Montréal
Canada*